



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Service émetteur : Direction des Droits des Usagers,
des Affaires Juridique et de l'Inspection
Contrôle

Affaire suivie par : [REDACTED]
Courriel : [REDACTED]

Réf. : [REDACTED]
Date : 31 juillet 2024

Madame [REDACTED]
Directrice
EHPAD KORIAN COTEAUX DE LA LEZE
7 AVENUE DU GRAND VIGNEMALE
31410 ST SULPICE SUR LEZE

Lettre envoyée en recommandé avec accusé de réception

Objet : Contrôle sur pièces EHPAD – Clôture de la procédure contradictoire
Notification de décision définitive

PJ : Tableau définitif de synthèse des mesures correctives
Tableau des prescriptions maintenues et des recommandations retenues.

V/Réf : Votre courriel du 17 juillet 2024

Madame la Directrice,

A la suite de la lettre d'intention que je vous ai adressée le 28 juin 2024, vous m'avez fait part de vos observations dans les délais impartis et transmis tout document complémentaire que vous jugiez nécessaire.

L'examen attentif de l'ensemble de ces éléments me conduit à clôturer la procédure contradictoire à la suite de ce contrôle sur pièces.

Le tableau définitif de synthèse des mesures correctives, ci-joint, précise la prescription maintenue avec son délai de mise en œuvre et la recommandation maintenue avec son délai de mise en œuvre. En conséquence je vous invite à communiquer les éléments demandés aux services de la délégation départementale, en charge du suivi de votre structure.

En application des articles L121-1 et L122-1 du Code des relations entre le public et l'administration qui régissent les modalités de la procédure contradictoire préalable, les prescriptions retenues à l'issue de cette procédure ont la valeur d'une décision administrative.

Un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services dans un délai de deux mois suivant la notification du présent courrier, étant précisé qu'en l'absence de réponse de l'Administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci devra être considéré comme implicitement rejeté.

Dans un délai franc de deux mois à compter de sa notification et sans préjudice d'un éventuel recours hiérarchique auprès de La Ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités, la présente décision ouvre droit à une voie de recours contentieux près du tribunal administratif territorialement compétent qui peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site internet « www.telerecours.fr ».

Je sais pouvoir compter sur votre pleine implication et celle de vos équipes pour poursuivre les réflexions au sein de l'établissement et les démarches d'amélioration déjà engagées.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Directeur Général

Didier JAFFRE

Direction des Droits des Usagers, des Affaires Juridiques et de l'Inspection Contrôle
Pôle Régional Inspection Contrôle

Tableau de synthèse des écarts et des remarques

Contrôle sur pièces de l'EHPAD KORIAN COTEAUX DE LA LEZE Situé à ST SULPICE SUR LEZE 31410

*Un **écart** est l'expression écrite d'une non-conformité ou d'un non-respect d'obligations légales ou réglementaires juridiquement opposables.*

*Une **remarque** est l'expression écrite d'un défaut ou d'un dysfonctionnement plus ou moins grave qui ne peut être caractérisé au regard d'un texte juridiquement opposable.*

Ecart (1)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue (Prescription)	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Décision du Directeur Général de l'ARS
Ecart 1 : Le médecin coordonnateur de l'EHPAD n'est pas titulaire d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires de gériatrie, d'un diplôme d'études spécialisées de gériatrie ou de la capacité de gériatrie ou d'un diplôme d'université de médecin coordonnateur d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou, à défaut, d'une attestation de formation continue. Cette situation n'est pas conforme à l'article D312-157 du CASF.	<u>Diplôme :</u> Art D. 312-157 du CASF HAS, 2012	Prescription 1 : Se mettre en conformité à la réglementation.	Effectivité 2024	<div data-bbox="1487 459 1774 1168" style="background-color: black; width: 100%; height: 100%;"></div>	<p>Maintien réglementaire de la prescription1.</p> <p>La mission prend note que le MEDEC de l'établissement envisage de suivre une formation « DU en Médecine de la Personne Âgée » ou « DU Coordination en Gériatrie »</p> <p>Transmettre l'attestation d'inscription à l'ARS dès qu'elle sera obtenue.</p> <p>Délai : Effectivité 2024 - 2025</p>

Remarques (2)	Référence réglementaire	Nature de la mesure attendue	Proposition de délai de mise en œuvre à compter de la réception du courrier de clôture de la procédure contradictoire	Réponse de l'établissement	Recommandation retenue par le Directeur Général de l'ARS
Remarque 1 : La structure déclare ne pas avoir signé de convention de partenariat avec une filière gériatologique. Elle déclare également ne pas avoir accès aux équipes mobiles de gériatrie (EMG).		Recommandation 1 : La structure est invitée à s'organiser pour signer des conventions de partenariat avec une filière gériatologique et avoir accès à une équipe mobile de gériatrie.	Effectivité 2024	<div>██████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████</div> <div>██████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████</div> <div>██████</div> <div>██████████████</div> <div>██████</div>	Levée de la recommandation 1. La mission a bien reçu une convention sur l'intervention de l'équipe mobile de gériatrie dans le cadre du partenariat avec le ██████████.
Remarque 2 : La structure déclare ne pas avoir signé des conventions de partenariat avec un service de psychiatrie.		Recommandation 2 : La structure est invitée à établir et signer une convention de partenariat avec un service de psychiatrie.	Effectivité 2024	<div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div>	Maintien de la recommandation 2. La mission prend acte de la prise de contact

		Transmettre la convention à l'ARS.		<div>████████████████████</div> <div>████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████</div> <div>████████</div> <div>████████████████████</div> <div>██████████████████</div> <div>████████████████████</div> <div>████████</div>	<p>avec ██████████ du ██████████ et de la convention en cours de signature avec ██████████ ██████████ pour des consultations de téléexpertise en psychiatrie.</p> <p>Transmettre la convention à l'ARS dès sa réception.</p> <p>Délai : Effectivité 6 mois</p>
--	--	------------------------------------	--	---	--